

Des mairies fermées symboliquement trois jours

L'assemblée des maires ruraux de Charente-Maritime invite les maires des petites communes du territoire à baisser le rideau de leurs offices les 28, 29 et 30 novembre. Ceci afin de protester contre la baisse des dotations de l'État.



En mai 2015, plusieurs maires ruraux s'étaient déjà réunis à Talmont-sur-Gironde afin de défendre les intérêts de leurs villages. © R.L.G.

La coupe est encore bien pleine pour l'assemblée des maires ruraux. C'est ainsi que le 16 octobre dernier, la cible de l'assemblée des maires ruraux de France* était un nouveau transfert de compétences: "Le maintien du transfert obligatoire de la compétence Eau et Assainissement à l'intercommunalité est la preuve de la poursuite d'une vision technocratique. Cette intercommunalité à marche forcée tourne le dos à l'intercommunalité choisie qui respecte le sens de responsabilité des élus." Pour la structure, il s'agit là "de la goutte d'eau qui fait déborder le vase". Aussitôt, le bureau de l'AMRF avait appelé les maires à réagir localement en alertant la population et les parlementaires sur les dernières décisions prises par le Gouvernement.


En Charente-Maritime, l'assemblée des maires ruraux 17 a décidé de lancer un mouvement symbolique. "On ferme nos mairies pendant trois jours afin de reprendre notre slogan: commune sacrifiée, mairie fermée", explique Stéphane Loth, maire de Talmont-sur-Gironde et vice-président de l'Assemblée des maires ruraux de Charente-Maritime.

"Le 1^{er} service public va fermer si ça continue"

L'idée est de montrer que "si on continue à aller dans la direction de ces derniers mois, bientôt, les citoyens n'auront plus de contact direct avec leurs élus locaux. En poussant encore le bouchon, les mairies ne seront plus ouvertes au public", continue-t-il. Au travers de ces trois jours de fermeture, deux

choses sont pointées du doigt par l'AMRF 17: la réforme des collectivités et la baisse des dotations de l'État. L'appel à ce mouvement vient tout juste d'être lancé mais le plus grand nombre de mairies fermées est attendu. "Ce qu'il faut, c'est que les mairies soient au moins fermées deux jours consécutifs afin d'interpeller nos concitoyens. L'idée est de dire que le 1^{er} service public de France va fermer si on continue dans cette voie."

Stéphane Loth a également eu l'occasion de dévoiler cette action aux élus lors d'un bureau communautaire de la Communauté d'agglomération Royan Atlantique, jeudi matin. "Pour les petites communes, cela peut parfois paraître compliqué", dit Jean-Pierre Tallieu, le président de la Cara qui a per-



Des maires
au service
des maires

COMMUNE SACRIFIÉE MAIRIE FERMÉE

les 28, 29 et 30 novembre


Depuis des années, les gouvernements successifs déshabillent nos territoires ruraux des services nécessaires à leur dynamisme. Ils démantèlent les moyens et les compétences des communes au profit des Communautés de Communes.

L'abandon des services publics, les basages de débris, le chaos de la téléphonie, les complexes administratifs entraînent plus de 400 000 personnes à respecter, que nous vivons tous les jours nous impose de réagir.

Nos campagnes sont dynamiques, vivantes, solidaires et innovantes. Elles ont une chance réelle pour notre pays dans une complémentarité entre les territoires urbains et ruraux à condition qu'ils soient traités avec égalité. Aujourd'hui, concernant les Dotations, une commune rurale reçoit entre 1 fois à 10 fois moins qu'une commune urbaine même si elles sont dans la même Communauté de Communes. Nos territoires ruraux ne peuvent vivre sans des services publics complètement déconnectés de NOTRE réalité.

Faisons entendre NOTRE voix, celle de la RURALITÉ pour une égalité de traitement.

Bernard Dourand, président de l'Assemblée des Maires Ruraux de Charente-Maritime	Jean-Louis PÉROU	Georges Jéant, élusaire	Jean-Pierre Jéant, élusaire	
Michel Jéant, élusaire	Raphaël Jéant, élusaire	Stéphane Jéant, élusaire	Frédéric Jéant, élusaire	



© 2015, Association des Maires Ruraux de Charente-Maritime
 17000 Talmont-sur-Gironde - 09 80 36 18 02 - amrf17@orange.fr

Le tract a également été adressé aux parlementaires (sénateurs et députés) afin de recueillir leur éventuel soutien. "On donnera les noms de ceux qui ne signent pas", prévient Stéphane Loth.

mis à Stéphane Loth de s'exprimer. Pour les plus pessimistes d'entre elles, il peut y avoir le sentiment que les hautes instances veulent les tuer en encourageant des structures plus importantes."

Depuis quelques mois, toute-

fois, la Cara a choisi d'actionner le levier des fonds de concours. "On essaie d'avoir une équité. Mais même là, ce n'est pas simple car la somme des fonds de concours dépend de leur engagement financier et ce sont ces petites communes qui ont le moins de moyens." ■ R.L.G.